

Le secteur de la Culture est violemment impacté par la crise sanitaire et pour cause... ce secteur n'a pas attendu la crise pour être maltraité, alors je vous donne juste mon avis.

J'ai été à trois reprises rapporteur pour avis du budget de la Culture à l'Assemblée Nationale et je voudrais rappeler ce que nous disions en 2017. Le MEDEF et une grande partie de la classe politique (dès lors que ces gens-là sont au pouvoir, à gauche comme à droite) considèrent le dispositif des intermittents du spectacle comme un système d'assistanat, de la charité bien ordonnée, même si certains s'en défendent... Mais ils ne savent pas ce qu'ils doivent aux artistes !

En effet en 2016, un rapport conjoint des Ministères de l'Economie et de la Culture nous apprenait que la Culture,

en France, contribuait à hauteur de 57,8 Milliards d'Euros au PIB !!!

On parle bien de la valeur ajoutée, c'est à dire du seul fait des activités culturelles. Ce qui équivaut à 3,2% du PIB, soit 7 fois la valeur ajoutée de l'industrie automobile !

Ces chiffres sont incontestables, puisque basés sur des données de l'INSEE. Mais la Culture génère aussi de nombreux emplois, les seules entreprises culturelles emploient 670 000 personnes, soit 2,5% de l'emploi en France. Et il faut ajouter les 870 000 professionnels de la Culture qu'emploient les entreprises non culturelles. Toujours selon les chiffres de 2007, l'Etat dépense pour la Culture 13,9 Milliards par an et les collectivités territoriales 7,6 Milliards sur les 57,8 Milliards que la Culture rapporte à la France !

Je voudrais aussi me permettre de citer Marcel Maréchal «Je suis de plus en plus attaché à la parole des poètes, en ces temps d'image choc et de suivisme chic où l'on jette la littérature à la poubelle et où l'on place sur le même plan celui qui met sa peau sur la table, comme dit Céline et le truqueur mondain. La représentation doit jouer de toutes les formes, mais seule, à mon sens, la parole du poète a assez de force et de subtilité pour, au théâtre recréer le monde par l'imaginaire, déjouer les pièges de l'esthétisme, donner un sens à la confusion, dénoncer les oppressions et dire l'espoir au delà du désespoir à la cité rassemblée. Ainsi finit mon catéchisme comme disait Falstaff. »

Alors voilà, il est ici démontré que la Culture est une immense richesse sur le plan économique, sur le plan de l'emploi, sur le plan intellectuel et humain. Dans chacun de ces domaines, elle nous est une respiration, un produit de première nécessité ! Elle participe au développement local, elle propose de l'intelligence partagée, elle ouvre les yeux, éveille les consciences... Sans elle comment faire société ?

C'est pourquoi, lorsque mercredi 6 mai, le matin, avant l'intervention du président de la République, j'ai vu à la télévision Stéphane Bern parler pour défendre la cause des intermittents du spectacle, mon sang s'est soudainement glacé. J'ai compris qu'il y avait une fois de plus récupération, que tout cela n'était qu'entourloupe et communication...

Je respecte Stéphane Bern, mais sincèrement, il ne peut pas parler pour les intermittents du spectacle qui sont en très grande majorité des travailleurs précaires alors qu'ils enrichissent tant la France.

Et puis, j'ai écouté les propositions d'Emmanuel Macron...

C'était important que le Président de la République s'exprime, car à cette précarité structurelle des artistes en France, s'ajoute leur situation actuelle anxiogène, quand on sait que tous les spectacles, concerts et séances de cinéma ont été annulés en France depuis début mars et que toutes les salles devront rester fermées pendant une durée encore indéterminée, alors que les commerces, eux, ouvrent et que dans d'autres pays d'Europe proches, on s'organise déjà pour réouvrir les théâtres, dans des conditions sécurisées...

Bon, le Président a annoncé une « année blanche » qui permettra aux intermittents de prolonger de 12 mois leurs droits à l'assurance chômage.

Si l'Etat tient cette promesse, c'est une bonne chose, mais on attendra de voir comment cette annonce sera réellement et concrètement mise en oeuvre sur le terrain...

Pour la suite des annonces je suis encore plus sceptique... Je cite le Président « il faudra

inventer (...) utiliser cette période pour faire une révolution de l'accès à la culture et à l'art (...) On a besoin de vous les artistes à l'école pour aider nos enfants... » Oui, pourquoi pas ? Il faut le faire. Ce serait même bien, sauf à se suffire de cette proposition, car les artistes ne sont pas des enseignants et encore moins des animateurs de colonies de vacances. La création, la diffusion, l'exposition sont des métiers différents de l'éducation et de la transmission des savoirs. Il ne faudrait pas que ce soit l'occasion d'oublier que les artistes ont un métier.

Lorsqu'un artiste qu'il soit peintre sculpteur, comédien, musicien, se produit, son cachet sert à acheter ponctuellement la prestation du jour, mais également des mois de préparation, d'écriture, de conception, de répétitions, ou encore des années de formation pour aboutir à la

« représentation » (concert, tableau, pièce de théâtre...). Lorsque l'Etat financera des interventions d'artistes à l'école (si c'est l'Etat qui assume cette annonce et si la charge n'est pas une fois de plus transférée aux communes...), l'Etat paiera-t-il chaque fois un cachet d'artiste ou bien une intervention d'une heure sur la base du SMIC ? C'est important de poser la question tout de suite, car sous couvert d'une proposition généreuse et novatrice, il peut y avoir là de quoi faire crever les artistes ! Et pour le coup, ce serait un cadeau empoisonné... Molière dans les Fourberies de Scapin disait « je hais ces coeurs pusillanimes qui, pour trop prévoir les suites des choses, n'osent plus rien entreprendre... » on ne motive pas la créativité des artistes en tentant de les endormir et encore moins de les bâillonner...

Par contre dans mon rapport en 2017, j'évoquais des exemples concrets qui fonctionnent très bien à l'école, mais qui ne sont malheureusement qu'exceptionnels par manque de moyens et de volonté politique...

Par exemple, « l'orchestre à l'école » qui permet à une classe d'âge dès l'école élémentaire d'apprendre à jouer d'un instrument de musique et de progresser collectivement dans cet apprentissage avec les autres élèves et l'enseignant sur plusieurs années, la musique à portée de tous, la maîtrise d'un instrument, le travail et le plaisir, l'épanouissement personnel, le projet collectif, monter un orchestre à l'école ! C'est possible avec un peu de moyens : des intervenants extérieurs qualifiés pour enseigner la musique et au-delà des professeurs, là il est possible de faire travailler des musiciens, l'achat des instruments, la complémentarité avec l'enseignant et l'Education Nationale... Ça fonctionne et ça fonctionne bien !

J'avais proposé dans mon rapport que partout en France, où les enseignants le souhaiteraient, ce soit possible. Cela nécessitait quelques efforts budgétaires, mais quel enjeu !!!

Et bien tous les députés de droite, comme de gauche (sur commande de la ministre de la Culture de l'époque) avaient voté contre... Cherchez l'erreur...

La Culture a toujours rapporté beaucoup, alors on la flatte dans les moments de crise, on la récupère si nécessaire, mais on ne prend pas le risque d'investir dans la formation à la libre expression, qui pourrait bien déraiper jusqu'à l'impertinence... La Culture reste une variable d'ajustement budgétaire.

En cette crise sanitaire, l'urgence était de communiquer.

Ah oui, je voudrais faire aussi remarquer que l'an dernier le Ministre de la Ville avait annoncé que les « orchestres à l'école » seraient une priorité dans le cadre de la Politique de la Ville, partout où il existe des Contrats de Ville. Bon, dans ma ville, j'ai un orchestre à l'école dans ce qui était une Zone Urbaine Sensible, nous n'avons pas vu l'ombre de cette aide spécifique dans le cadre des différents partenaires du Contrat de Ville...

Alors oui, nos enfants ont besoin d'accéder aux Arts et à la Culture, mais ne leur racontons pas trop d'histoires... Comme disait Pagnol « telle est la vie des hommes... quelques moments de joie très vite effacés par d'inoubliables chagrins... Il n'est pas nécessaire de le dire aux enfants... »

Ensuite, Emmanuel Macron annonce un grand programme de commande publique en particulier en direction de jeunes artistes. Je suis sceptique, pour avoir déjà entendu si souvent ce discours et avoir vu au bout du compte les moyens annoncés captés, détournés par des institutions définitivement installées et les grosses structures du monde de la Culture, au détriment des artistes émergents... qui, eux, n'en voient jamais la couleur.

Et puis qu'entend on par « commande publique » ? J'espère qu'il s'agit juste d'une maladresse de langage et que ce n'est pas un malheureux lapsus. C'est une chose que de donner des moyens à la Culture, il en est une autre que de « lancer une commande publique », la créativité ne se décrète pas sur commande de l'Etat.

Le Président propose « d'inventer une saison hors norme, en renouvelant les publics. S'il y a moins de monde, peut-être faut il essayer d'aller chercher les gens qui ne viennent jamais », dit-il.

D'abord, il ne connaît pas très bien la réalité du terrain, car partout dans ce pays l'art et la culture vont à la rencontre des publics non habitués et depuis longtemps, grâce aux artistes, aux compagnies, aux associations, aux collectivités aussi. Mais s'il y a moins de monde, parce qu'on se doit de limiter la capacité d'accueil des salles pour respecter la distanciation, à quoi servirait d'aller chercher un autre public ? Je ne comprends pas bien la cohérence de la proposition... Et comment le spectacle vivant pourra-t-il rester vivant avec un fauteuil occupé sur huit ? Et comment pourra-t-on équilibrer les budgets ?

Il propose un soutien financier aux petits festivals, avec la banque publique d'investissement... Mais là aussi, on a trop souvent vu le film. Ces petits festivals, qui crèvent aujourd'hui, devront monter des dossiers administratifs, véritables usines à gaz, pour au bout du compte pouvoir prétendre à des prêts remboursables qui vont les enfoncer un peu plus ? Non ! Ce qu'il faut c'est institutionnaliser un soutien ambitieux et à long terme, qui compense les pertes de recettes jusqu'au jour où nous serons sortis de cette crise et alors, il faudra continuer à accompagner ces petits festivals qui sont le poumon culturel du spectacle vivant dans notre pays, pour qu'ils puissent continuer à vivre, à faire vivre et à faire rêver.

Mais au-delà des petits festivals, il y a aussi les théâtres privés, les petites compagnies qui investissent pour monter des spectacles, qui salarient des comédiens, des musiciens, des metteurs en scène... Ces petites compagnies qui sont terriblement exploitées par les loueurs de garages, lorsqu'elles veulent aller montrer leurs créations, au festival off d'Avignon par exemple, lorsqu'on les contraint à un espace scénique réduit, à un créneau horaire réduit, à des conditions techniques réduites et à un loyer exorbitant ! Mais quand est-ce qu'on en parle ? Quand est-ce qu'on vole à leur secours ?

Bon, je ne vais pas passer tous les métiers de la Culture en revue, je ne présente pas là un plan de sauvetage, car je ne suis pas Ministre de la Culture... Mais je voudrais terminer en criant l'urgence à dénoncer le détournement de la création culturelle par les GAFAM, ces géants du net Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft. On va fermer un jour les librairies, les musées, les salles de concert, parce que les GAFAM sont des ogres. Ils dévorent, ils engloutissent, ils tuent l'art vivant, le livre objet, les créateurs, ils récupèrent, structurent une autre relation du spectateur au créateur. Ils formatent à leur profit.

Le chiffre d'affaire de Google en 2017 était de 109 Milliards, celui d'Amazon 178 Milliards, Facebook 40 Milliards, Apple 88 Milliards.

Il doivent pouvoir exister, bien sûr, car ils présentent un certain intérêt, mais on pourrait rêver à un éveil des consciences qui consisterait à avoir collectivement le réflexe de se tourner directement vers les acteurs culturels vivants, sans avoir recours trop systématiquement à ces intermédiaires certes facilitateurs d'accès, mais anesthésiants du bulbe et confisquant au passage les moyens de l'économie culturelle.

Et si une juste taxation de ces géants du net en France, sur les bénéfices réalisés dans notre pays, était utilisée pour financer les créateurs, les artistes, les musées, le patrimoine ? Et si l'argent pris à la Culture revenait à la Culture ?

Et si on rêvait tous ensemble, parce qu'on le voudrait très fort et parce que nous serions

soudain devenus incroyablement pragmatiques tant le rêve nous aurait donné la force, la pertinence et l'impertinence ?